



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 22 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, Cinéma le Zoetrope, après convocation légale en date du , sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoint, M. DURANT, Mme BAUDERE, M. GADRAT, M. RIMARK, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSE, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, M. CHEVALIER, M. CASTETS, Mme HIMPENS, M. RENAUD, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

### **Etaient absents:**

M. ELIAS, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M.RIMARK est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

### **21 – AUTORISATION PERMANENTE DE POURSUITES ACCORDÉE AU COMPTABLE PUBLIC**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L.1615-5 et R.1617-24, a créé une autorisation de poursuites accordée par l'ordonnateur, en l'occurrence la commune, au comptable public.

Cette autorisation peut être temporaire ou permanente et a pour objet d'autoriser le comptable public à faire les diligences nécessaires pour poursuivre les redevables d'une créance de la commune. Elle n'a pas pour conséquence de priver la collectivité de son pouvoir de surveillance en matière de poursuites, mais contribue à les rendre plus rapides et donc plus efficaces.

Il est proposé d'accorder au comptable public l'autorisation suivante :

- une autorisation générale et permanente de poursuites, conformément à l'article R1617-24 du CGCT. Cette autorisation couvre la Saisie Administrative à Tiers Détenteur (SATD) telle que définie à l'article L.262 du livre des procédures fiscales et l'ensemble des procédures de recouvrement forcé autorisé.
- La Saisie Administrative à Tiers Détenteur (SATD) sera mise en œuvre par le comptable public de Blaye dans le respect des seuils suivants :
  - SATD employeur, CAF (et autres tiers détenteurs) : à partir de 30€
  - SATD organismes bancaires : à partir de 130€
- Les autres procédures de recouvrement forcé seront mises en œuvre par le comptable public de Blaye dans le respect des seuils suivants :
  - Déclenchement de la saisie-vente : à partir de 200€
  - Ouverture forcée des portes : à partir de 750€
  - Ventes immobilières : à partir de 750€.

Il est demandé au Conseil Municipal d'accorder au comptable public une autorisation générale et permanente de poursuites conformément aux dispositions précitées.

La commission n°6 (Finances / Ressources Humaines) s'est réunie le 14 septembre 2020 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 29/09/20  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20200922-62559-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Madame Béatrice SARRAUTE

